



Le Niger rejette l'ordre fondé sur des règles

Par [M. K. Bhadrakumar](#)

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Mondialisation.ca, 09 août 2023

[Indian Punchline](#) 8 août 2023

Photo : Des Nigériens participent à une marche organisée par les partisans du chef du coup d'État, le général Abdourahmane Tchiani, à Niamey, au Niger, le 30 juillet 2023. Sur l'affiche, on peut lire : « A bas la France, vive Poutine ».

Le coup d'État du 26 juillet au Niger, pays d'Afrique de l'Ouest, et le sommet Russie-Afrique du lendemain à Saint-Pétersbourg se déroulent dans un contexte de multipolarité de l'ordre mondial. Apparemment indépendants, ces événements reflètent néanmoins l'état d'esprit de notre ère de transformation.

Tout d'abord, la situation dans son ensemble : le sommet de l'Afrique organisé par la Russie les 27 et 28 juillet représente un défi de taille pour l'Occident, qui a instinctivement cherché à minimiser l'événement après avoir échoué à faire pression contre les nations africaines souveraines qui rencontraient les dirigeants russes. 49 pays africains ont envoyé leurs délégations à Saint-Pétersbourg, et 17 chefs d'État se sont rendus en personne en Russie pour discuter de questions politiques, humanitaires et économiques. Pour le pays hôte, qui est en pleine guerre, il s'agit d'un succès diplomatique remarquable.

Le sommet a été un événement essentiellement politique. Son leitmotiv était la juxtaposition du soutien de longue date de la Russie aux Africains qui résistent à l'impérialisme et à la nature prédatrice du néocolonialisme occidental. Cela fonctionne parfaitement pour la Russie d'aujourd'hui, qui n'a pas d'histoire coloniale d'exploitation et de pillage de l'Afrique.

Alors que de temps à autre, des squelettes de l'ère coloniale sortent des placards occidentaux, remontant à la triste traite des esclaves africains, la Russie puise dans l'héritage soviétique d'être du "*bon côté de l'histoire*", allant même jusqu'à ressusciter le nom complet de l'Université russe de l'amitié des peuples Patrice Lumumba, à Moscou.

Mais il n'y a pas eu que de la politique. Les délibérations du sommet sur le partenariat Russie-Afrique aidant le continent à atteindre la "*souveraineté alimentaire*", les alternatives à l'accord sur les céréales, les nouveaux couloirs logistiques pour les denrées alimentaires et les engrais russes, le renforcement de la coopération commerciale, économique, culturelle, éducative, scientifique et sécuritaire, l'adhésion potentielle de l'Afrique au couloir de transport international Nord-Sud, la participation de la Russie aux projets d'infrastructure africains, le [plan d'action](#) du forum de partenariat Russie-Afrique à l'horizon 2026, témoignent des résultats quantifiables.

Le Niger. Les derniers développements au Niger soulignent le leitmotiv du sommet Russie-Afrique. Le pronostic de la Russie sur la crise africaine se confirme - les ravages persistants

de l'impérialisme occidental. C'est ce qui ressort des rapports sur les drapeaux russes aperçus lors des manifestations à Niamey, la capitale du Niger.

Les rebelles qui ont pris le pouvoir n'ont pas tardé à dénoncer les accords de coopération militaro-technique du Niger avec la France, ce qui a été suivi d'une demande de retrait des troupes françaises dans les 30 jours. De son côté, la France s'est prononcée "*fermement et résolument*" en faveur d'une intervention militaire étrangère "*pour réprimer la tentative de coup d'État*". Les autorités françaises ont clairement indiqué qu'elles n'envisageaient pas de retirer leur contingent armé de 1 500 personnes qui se trouve au Niger "*à la demande des autorités légitimes du pays sur la base d'accords signés*".

La position de la France n'est pas surprenante : Paris ne veut pas perdre sa position dans la région du Sahel et sa source de ressources bon marché, en particulier l'uranium. Mais la France a mal calculé que le coup d'État ne bénéficiait pas du soutien de l'armée nigérienne ni d'une base sociale, et que tout ce qui était nécessaire pour le faire reculer était une démonstration de force limitée qui contraindrait la garde présidentielle d'élite à entamer des négociations directes avec la France.

La France et les États-Unis coordonnent leurs actions avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). La CEDEAO a d'abord lancé quelques coups de sabre, mais elle s'est calmée. Son délai d'intervention est dépassé. La CEDEAO ne dispose tout simplement pas d'un mécanisme permettant de rassembler rapidement des troupes et de coordonner les hostilités, et le Nigeria, sa grande puissance, a déjà fort à faire en matière de sécurité intérieure. L'opinion publique nigérienne [craint](#) un retour de bâton - le Niger est un grand pays qui possède une frontière poreuse de 1500 kilomètres avec le Nigeria. Une vérité tacite est que le Nigeria n'est guère intéressé par le renforcement de la présence militaire française au Niger ou par le fait d'être du même côté que la France, qui est extrêmement impopulaire dans l'ensemble du Sahel.

La mère de toutes les surprises est que le coup d'État militaire [bénéficie](#) d'une vague de soutien populaire. Dans ces conditions, il est fort probable que les troupes françaises soient contraintes de quitter le Niger, son ancienne colonie. Le Niger est victime d'une exploitation néocoloniale. Sous couvert de lutte contre le terrorisme, qui est, ironiquement, une retombée de l'intervention de l'OTAN en Libye en 2011, menée par nulle autre que la France dans la région du Sahel, la France a exploité sans pitié les ressources minérales du Niger.

Un poète et critique littéraire nigérian de renom, le professeur Osundare, a écrit la semaine dernière : "*Examinez la cause, l'évolution et les symptômes de la résurgence actuelle des coups d'État militaires en Afrique de l'Ouest. Trouvez un remède à cette pandémie. Plus important encore, trouvez un remède au fléau des injustices politiques et socio-économiques responsables de l'inévitabilité de sa récurrence. Souvenez-vous de l'anarchie brutale qui règne actuellement en Libye et des innombrables répercussions de la déstabilisation de ce pays autrefois florissant sur la région de l'Afrique de l'Ouest.*"

Le seul Etat régional qui peut se permettre une intervention militaire efficace au Niger est l'Algérie. Mais l'Algérie n'a aucune expérience dans la conduite de telles opérations à l'échelle régionale et n'a aucune intention de s'écarter de sa politique constante de non-ingérence dans la politique intérieure d'un pays souverain. L'Algérie a mis en garde contre toute intervention militaire extérieure au Niger. Le président algérien Abdelmadjid Tebboune a déclaré : "*Une intervention militaire extérieure au Niger est une menace directe pour l'Algérie et nous la rejetons totalement et catégoriquement... Les problèmes doivent être*

résolus pacifiquement."

Au fond, sans aucun doute, le coup d'État en République du Niger se résume à une lutte entre les Nigériens et les puissances coloniales. Certes, la tendance croissante à la multipolarité dans l'ordre mondial encourage les nations africaines à se débarrasser du néocolonialisme. C'est une chose. D'autre part, les grandes puissances sont contraintes de négocier plutôt que de dicter.

Il est intéressant de noter que Washington a fait preuve d'une relative retenue. Les "valeurs" prônées par le président Biden sont loin d'être le diktat d'un "ordre fondé sur des règles" – bien que l'Amérique ait, semble-t-il, trois bases militaires au Niger. Dans le contexte multipolaire, les nations africaines gagnent de l'espace pour négocier. L'activisme de la Russie stimulera ce processus. La Chine a également des intérêts économiques au Niger.

Notamment, le chef du coup d'État, Abdurahman Tchiani, a déclaré que *"les Français n'ont aucune raison objective de quitter le Niger"*, ce qui indique qu'une relation juste et équitable est possible. La Russie s'est montrée prudente en affirmant que la tâche principale à l'heure actuelle était *"d'empêcher une nouvelle dégradation de la situation dans le pays"*. La porte-parole du ministère des affaires étrangères, Maria Zakharova, a déclaré : *"Nous considérons qu'il est urgent d'organiser un dialogue national pour rétablir la paix civile, garantir la loi et l'ordre... nous pensons que la menace d'un recours à la force contre un État souverain ne contribuera pas à désamorcer les tensions et à résoudre la situation dans le pays"*.

Il est clair que Niamey ne cédera pas à la pression de l'extérieur. *"Les forces armées nigériennes et toutes nos forces de défense et de sécurité, fortes du soutien indéfectible de notre peuple, sont prêtes à défendre l'intégrité de notre territoire"*, a déclaré un représentant de la junte dans un communiqué. Une délégation de Niamey s'est rendue au Mali pour demander aux combattants de Wagner, affiliés à la Russie, de se joindre à la lutte en cas d'intervention soutenue par l'Occident.

Il ne faut pas s'attendre à une résolution rapide de la crise autour du Niger. Le Niger est un État clé dans la lutte contre le réseau djihadiste et est lié stratégiquement et structurellement au Mali voisin. De plus, la situation dans la région du Sahel s'aggrave. Cela a de profondes implications pour la crise de l'État en Afrique de l'Ouest dans son ensemble.

L'exceptionnalisme américain n'est pas une panacée universelle pour les maux existants. Le Pentagone a contribué à la formation d'au moins un des chefs de coup d'État au Niger – et de ceux du Mali et du Burkina Faso, qui ont promis de prendre la défense du Niger. Pourtant, en visite à Niamey lundi, la secrétaire d'État adjointe américaine par intérim, Victoria Nuland, a [déploré](#) que les putschistes aient refusé de l'autoriser à rencontrer le président déchu Mohamed Bazoum et qu'ils n'aient pas été réceptifs aux appels des États-Unis en faveur d'un retour du pays à un régime civil.

La mission de Nuland visait à dissuader les putschistes de s'engager avec le groupe Wagner, mais elle n'était pas certaine de réussir. Nuland n'a pas été autorisée à rencontrer le général Tchiani.

M. K. Bhadrakumar

Article original en anglais : [Niger rejects rules-based order, Indian Punchline](#), le 8 août 2023.

Traduit par Wayan, relu par Hervé, pour le Saker Francophone.

La source originale de cet article est [Indian Punchline](#)
Copyright © [M. K. Bhadrakumar](#), [Indian Punchline](#), 2023

Articles Par : [M. K. Bhadrakumar](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca